



CHAPITRE 97

Loi modifiant la charte de la ville de
Beauceville-Est

[Sanctionnée le 19 décembre 1951]

CHAPTER 97

An act to amend the charter of the town
of East Beauceville

[Assented to, the 19th of December, 1951]

Préam-
bule.

ATTENDU que la ville de Beauceville-
Est a par sa pétition, représenté
qu'il est dans l'intérêt de ladite ville
et qu'il est nécessaire, pour la bonne
administration de ses affaires, que sa
charte, la loi 20 George V, chapitre
121, soit modifiée; et

Attendu qu'il est à propos d'accéder
à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis
et du consentement du Conseil législatif
et de l'Assemblée législative de Québec,
décrète ce qui suit:

S.R.,
c. 233,
a. 429,
mod. pour
la ville.

1. L'article 429 de la Loi des cités
et villes (Statuts refondus, 1941, cha-
pitre 233), modifié par l'article 4 de la
loi 9 George VI, chapitre 52, par l'ar-
ticle 7 de la loi 11 George VI, chapitre
59 et par l'article 5 de la loi 13 George
VI, chapitre 60 est de nouveau modifié,
pour la ville, en y ajoutant le paragraphe
suivant:

Billet
d'assigna-
tion.

"34° Au cas d'infraction aux règle-
ments relatifs à la circulation et à la
sécurité publique, tout agent de la paix
la constatant pourra remplir sur les lieux
mêmes où ladite infraction a été com-
mises un billet d'assignation relatant la
nature de l'infraction, en délivrer copie

Preamble.

WHEREAS the town of East Beauce-
ville has, by its petition, repre-
sented that it is in the interest of the
said town and necessary, for the proper
administration of its affairs, that its
charter, the act 20 George V, chapter
121, be amended; and

Whereas it is expedient to grant its
prayer;

Therefore, His Majesty, with the
advice and consent of the Legislative
Council and of the Legislative Assembly
of Quebec, enacts as follows:

R.S.,
c. 233,
s. 429, am.
for town.

1. Section 429 of the Cities and
Towns Act (Revised Statutes, 1941, c.
chapter 233), amended by section 4 of
the act 9 George VI, chapter 52, by
section 7 of the act 11 George VI,
chapter 59, and by section 5 of the act
13 George VI, chapter 60, is again
amended, for the town, by adding there-
to the following paragraph:

"34. In cases of violation of the by-
laws relating to traffic and public safety,
any police officer to whom notice of such
infraction has come may fill out, at the
place where such infraction has been
committed a notice of summons stating
the nature of the infraction and shall

Notice of
summons.

au conducteur du véhicule ou la placer sur une partie apparente de la voiture ou la déposer à la poste à l'adresse du propriétaire enregistré du véhicule, et en apporter l'original au bureau du secrétaire-trésorier de la ville.

deliver to the driver of the vehicle or deposit in a conspicuous place on the said vehicle a copy of such notice, or mail it addressed to the registered owner of the vehicle, and bring the original thereof to the office of the secretary-treasurer of the town.

Païement. Tout tel propriétaire ou conducteur de véhicule peut éviter qu'une plainte ne soit faite contre lui en se présentant au bureau du secrétaire-trésorier de la ville et en y payant une somme de deux dollars comme amende. Le paiement de ladite amende et le reçu qui lui est donné par le secrétaire-trésorier ou toute autre personne autorisée par lui, libèrent ladite personne de toute autre pénalité relative à l'infraction par elle commise.

Payment. Any such owner or driver of a vehicle may avoid the lodging of a complaint against him, by presenting himself at the office of the secretary-treasurer of the town and by paying thereat a sum of two dollars as fine. The payment of the said fine and the receipt therefor given to him by the secretary-treasurer or by any other person authorized by him shall free the said person from any other penalty in connection with the infraction committed by him.

Plainte. Si la personne qui a reçu cet avis refuse ou néglige de s'y conformer dans le délai qui y est mentionné, la ville peut porter contre elle une plainte conformément à la loi.

Complaint. If the person receiving such notice refuses or fails to conform thereto within the delay therein mentioned, a complaint according to law may be lodged against him by the town.

Idem. Les dispositions qui précèdent n'empêcheront pas, dans tous les cas, l'agent de la paix, s'il le juge à propos, de porter une plainte ou de faire émettre une sommation ou un mandat suivant la loi.

Idem. The foregoing provisions shall not, in any case, prevent the police officer, if he deems fit, to lodge a complaint or cause a summons or warrant to be issued according to law.

Perception validée. Les sommes déjà perçues comme amende par la ville suivant ce mode de perception, sont déclarées avoir été légalement perçues et la ville est autorisée à les retenir."

Collection validated. The sums already collected as fines by the town according to this mode of collection are declared to have been legally collected and the town is authorized to retain the same."

S.E., c. 233, a. 523, mod. pour la ville. 2. L'article 523 de ladite Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en ajoutant après le deuxième alinéa du paragraphe 2^o l'alinéa suivant:

R.S., c. 233, s. 523, am. for town. 2. Section 523 of the said Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after the second paragraph of paragraph 2, the following paragraph:

Exemption. "Le conseil peut, par résolution, exempter de payer la présente taxe, les locataires ou occupants d'immeubles ou bâtisses servant d'usines ou manufactures."

Exemption. "The council may, by resolution, exempt from payment of such tax the lessees or occupants of immoveables or buildings used as works or factories."

Immeubles pour fins municipales, etc. 3. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, il est loisible à la ville, avec l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec, de construire, acquérir ou entretenir un ou

Immoveables for municipal purposes, etc. 3. Notwithstanding any general law or special act to the contrary, the town, with the prior approval of the Quebec Municipal Commission, may construct, acquire or maintain an immovable or

des immeubles devant servir en totalité ou en partie à des fins municipales ou industrielles, dont le coût total ne devra pas excéder cent mille dollars.

Vente,
etc.

La ville est autorisée à vendre ou à louer le ou lesdits immeubles aux conditions qu'elle déterminera pourvu que le prix de vente ne soit pas inférieur au coût desdits immeubles et que le prix de location ne soit pas moindre que le montant représentant cinq pour cent d'intérêt par année sur le coût de construction plus les frais d'entretien desdits immeubles.

Emprunt.

Pour les fins susdites, la ville pourra emprunter une somme n'excédant pas cent mille dollars, par règlement approuvé par la Commission municipale de Québec, par le ministre des affaires municipales et par les électeurs propriétaires, conformément aux dispositions de la loi, concernant les règlements d'emprunt.

Délai.

Ces pouvoirs devront être exercés dans les trois ans de la sanction de la présente loi.

Centres
de loisirs,
etc.

4. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, il est loisible à la ville, avec l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec, de vendre ou de louer le ou les immeubles acquis pour aménager des centres de loisirs et des terrains de jeu.

1930,
c. 121,
a. 26, ab.

5. L'article 26 de la loi 20 George V, chapitre 121, est abrogé.

Entrée en
vigueur.

6. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

immoveables to be used wholly or partly for municipal or industrial purposes, the total cost whereof shall not exceed one hundred thousand dollars.

The town is authorized to lease or sell the said immovable or immoveables upon such conditions as it may determine, provided that the price of sale be not less than the cost of the said immoveables, and the rent not less than the amount representing five per cent interest per annum on the cost of construction plus the cost of maintenance of the said immoveables.

For the aforesaid purposes, the town may borrow a sum not exceeding one hundred thousand dollars, by by-law approved by the Quebec Municipal Commission, by the Minister of Municipal Affairs, and by the electors who are property-owners, in accordance with the provisions of law respecting loan by-laws.

Such powers shall be exercised within the three years of the sanction of this act.

4. Notwithstanding any general law or special act to the contrary, the town, with the prior approval of the Quebec Municipal Commission, may sell or lease the immovable or immoveables acquired to equip recreation centres and playgrounds.

5. Section 26 of the act 20 George V, chapter 121, is repealed.

6. This act shall come into force on the day of its sanction.

Recreation
centres,
etc.

1930,
c. 121,
s. 26,
repealed.

Coming
into force.